

SOMMAIRE

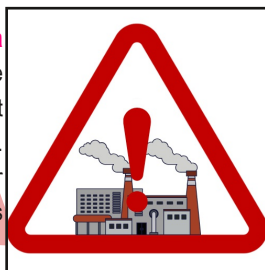
Édito :	2024 : année de la casse industrielle	p.1
International :	Syrie : Un avenir incertain	p.2
Sénat :	34.000 euros pour un trône	p.2
Economie :	Entreprises en difficultés ?	p.3

2024 : Année de la casse industrielle

Reims Aerospace, ArcelorMittal, Valéo, Boiron, Sanofi : ces noms résonnent comme des symboles de la casse industrielle orchestrée par le capitalisme. Ces fermetures visent un seul objectif : **gonfler les dividendes des grands actionnaires. Ce que le capitalisme sait faire de mieux.**

Près de 400 salariés sont directement menacés par ces fermetures, mais les chiffres révèlent une réalité sociale bien plus sombre. **En effet, le Tribunal de commerce de Reims a enregistré plus de 300 procédures concernant 715 salariés. Une hécatombe sociale qui s'inscrit dans un contexte de déclin industriel prolongé.**

Pourtant, **l'industrie est essentielle à la vitalité économique et sociale.** Elle crée des emplois, développe les services publics et les infrastructures, et enrichit les territoires. En France, elle constitue également un pilier de souveraineté face aux tensions croissantes des guerres commerciales internationales.



De plus, **une production industrielle ancrée localement contribue à la lutte pour l'écologie.** Elle réduit les transports maritimes — responsables de 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre — et respecte les normes environnementales nationales, plus protectrices que les normes des pays de production, quand elles existent !

Cette année s'ajoute à des années de déclasserement pour notre ville et ses habitants. Et les chiffres illustrent cruellement : la population active a chuté de 17 % dans les années 1990 à moins de 13 % aujourd'hui ; le nombre d'industries a diminué de 15 % en dix ans, entraînant la perte de plus de 2 000 emplois ; **le taux de chômage est parmi les plus élevés de la région avec notre bassin d'emploi aujourd'hui classé 8e sur les 27 qui**



L'Université de Reims à terre !
Le coupable ?
Le gouvernement !

A voir en page 4

existent dans le Grand Est.

Conséquence directe : **la population de la ville baisse chaque année, passant sous les 180 000 habitants.** Reims a perdu sa place de douzième ville de France, dégringolant à la treizième. Un déclin que les politiques locales, fondées sur des initiatives spectaculaires mais creuses, n'ont fait qu'aggraver.

Alors que faire ? À écouter les élus en charge de l'économie, que ce soit au Grand Reims ou à la Région, rien ! **Car ils sont déjà exceptionnels, voire Légend'R,** se gargarisant de politiques économiques spectaculaires sans effet et sans impact si ce n'est améliorer leur communication.

Pourtant **Des solutions existent !** à l'échelle nationale, il est urgent d'agir pour mettre en place une **politique qui protège et développe notre industrie :**

- **en conditionnant les aides publiques au développement de l'emploi.**
- **en interdisant les licenciements boursiers.**
- **en créant une banque publique d'investissement au service de la politique industrielle.**
- **en revenant sur la libéralisation du secteur de l'énergie qui n'a fait qu'augmenter les prix.**

À l'échelle locale, deux choix s'offrent à nous :

- Le choix du Maire/Président du Grand Reims : figer notre ville dans son passé, avec comme seuls projets de développement des attractions pour badauds et touristes de passage, comme les Berges du Canal ! **C'est le choix perdant, le choix qui fait décliner d'année en année notre ville, notre niveau de vie et notre qualité de vie.**

- Ou alors, le **choix gagnant**, celui d'être **une ville économiquement dynamique, qui attire la richesse sur son territoire, développant l'emploi, les infrastructures, les services publics et qui garde les jeunes en leur offrant des perspectives d'avenir.**

Syrie : Un avenir incertain

Bachar Al-Assad est tombé. Le « boucher de Damas », celui qui massacrait son propre peuple, a fui à Moscou. Si cette nouvelle nous réjouit, nous ne sombrons pas comme les médias français dans une admiration béate devant ses vainqueurs, constitué notamment d'anciens membres d'Al Qaïda. La situation est loin d'être réglée. Nous espérons toutefois la fin des sanctions américaines qui affamaient les Syriens.

Au nord-est de la Syrie, la guerre continue. Les mercenaires pro-turcs de l'ANS mènent des assauts répétés mais vains, malgré le grand renfort d'artillerie que leur procure leur maître turc, contre nos camarades des FDS.

Les Forces Démocratiques Syriennes, principalement composées de Kurdes, sont les seules à porter un projet démocratique et féministe dans le pays. Cela n'a pas empêché Le Figaro, dans un article du 23 janvier, de présenter l'ANS comme de pauvres victimes honteusement attaquées par les forces kurdes. **Ils oublient de préciser que ces mercenaires de la Turquie se sont fait connaître dans la région à grand coup de pillages, de meurtres et de viols sur les populations locales.** Espérons qu'Erdogan a lâché un chèque juteux pour les remercier de cet article !

Cédric C.

34 000 euros pour un trône : quand le confort écrase la rigueur budgétaire

En mai 2023, le président du Sénat appelait à des finances publiques « mieux gérées ». Difficile d'imaginer alors que cette injonction s'appliquerait... à des fauteuils. **Deux sièges et un prototype, facturés 34 000 euros : une dépense à faire pâlir d'effroi les gardiens de l'austérité fiscale.**



« *On ne peut pas prôner la réduction des dépenses publiques et ne pas se l'appliquer à soi-même* », déclarait-il. Mais à voir ces fauteuils d'exception, certaines priorités semblent s'asseoir sur le bon sens.

Dans les hautes sphères, tout devient symbole.

Ces fauteuils, au-delà de leur coût exorbitant, racontent quelque chose.

On ne peut s'empêcher d'y voir une pointe de sarcasme en disant : « *On peut hisser un fessier sur un trône, mais on ne peut pas y mettre un esprit.* » Une réflexion qui prend tout son sens à la lumière de ces étranges choix budgétaires.

Finalement, au-delà de leur coût astronomique, ces fauteuils illustrent une vérité persistante : **le confort reste une valeur sacrée dans les hautes sphères. Peu importe les sacrifices demandés à la population, l'essentiel est d'assurer que le luxe, lui, ne souffre jamais d'austérité.**

Enzo Z.

Rubrique cinéma : Jouer avec le feu.

L'histoire d'un père qui voit son fils sombrer dans la folie de l'extrémisme. "D'où surgit la bête, le ventre est encore fécond.", écrivait Bertolt Brecht. À une époque où nous commémorons les 80 ans de la libération d'Auschwitz, la bête ressurgit. **En Italie, aux États-Unis, en Hongrie, en Argentine, elle est au pouvoir. En France, en Allemagne, aux Pays-Bas, elle est aux portes.**

Alors, quel est le rôle du cinéma ? Comme tout art, il est au service de l'Homme. S'il n'a pas pour vocation d'être un tract militant, il apparaît comme un outil contre l'oubli et pour comprendre. Ce film traite d'une histoire contemporaine, comment aujourd'hui, avec tout ce que nous savons, ou plutôt ce que nous croyons savoir, ce que nous avons cru trop longtemps acquis, **un jeune de 23 ans glisse dans ce que l'humanité comporte de pire : la haine à l'instinct primaire.**

Le tourbillon nazi.

On peut reprocher au film certains aspects du scénario : pourquoi le père incarné par Vincent Lindon ne cherche-t-il pas à comprendre pourquoi son fils sombre dans l'abîme ? Le fascisme n'est pas une idée, c'est un cancer qui peut toucher n'importe qui.

Mais là où le film montre sa particularité, c'est qu'il place le point de vue d'un père au centre de l'intrigue. Qu'a-t-il fait pour en arriver là ? Comment peut-il faire pour contrer cette gangrène ? Voilà l'idée du film : faire observer un état de fait, plutôt que de le comprendre.

Le réalisateur tente cependant quelques éléments subtils : **un territoire frappé par la désindustrialisation, la triste histoire locale, le manque de perspective d'une jeunesse désabusée.**

Si l'axe du film est de montrer une histoire personnelle et familiale soulevant des questions sur la responsabilité parentale, sans pour autant étudier en profondeur un tel sujet de société, certains diront que c'est justement son point faible, avec son cortège de scènes parfois longues.

Mais malgré tout, ce film a le pouvoir de pousser à la réflexion sur une société malade dont la haine et le fascisme, le repli sur soi-même et le manque de communication ne sont que les stigmates.

Robin E.

Jeu : Qui est ce communiste ?

Issu d'un milieu modeste, il travailla dès son plus jeune âge dans l'agriculture aux côtés de son père. Dans la capitale, il devint chauffeur de bus et s'engagea très tôt dans le syndicalisme, adhérant à la CGTU en 1924 et devenant l'un des leaders syndicaux du secteur des transports. Son engagement ne s'arrêta pas là : il rejoignit également le Parti Communiste Français en 1927, briguant même un siège aux municipales quelques années plus tard.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il entra dans la Résistance dès 1940, organisant des réseaux clandestins et diffusant des tracts anti-allemands. Son engagement le mena à changer de région pour échapper à la Gestapo, mais il poursuivit la lutte avec détermination. Il devint un cadre important des Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP) et joua un rôle clé dans la coordination de la Résistance dans plusieurs départements. Il participa activement aux combats pour la libération de sa ville d'adoption et prit la tête du Comité départemental de Libération.

Quelques mois après la fin de la guerre, il accéda à une fonction prestigieuse en mai 1945, devenant le premier membre du PCF à occuper ce poste dans une ville marquée par l'histoire et par la guerre. Il reçut même des mains d'un général américain les clés d'un lieu emblématique où l'Allemagne nazie avait signé sa capitulation.

Son mandat ne dura que quelques années, et après une campagne électorale particulièrement éprouvante en 1947, il se retira dans sa région natale pour devenir vigneron. Il continua cependant son engagement en soutenant les coopératives viticoles et en restant fidèle à son parti jusqu'à sa mort en 1972.

Aujourd'hui, une rue porte son nom dans la ville qu'il a servie.

Qui est-ce ?

La réponse dans notre prochain numéro !

Entreprises en difficultés ?

203,2 Milliards d'€ d'aides publiques versées aux entreprises en 2023 !

100 Milliards d'€ de dividendes versés aux actionnaires en 2023 !

**Et ils n'en ont jamais assez !
Chômage et pauvreté,
Ce sont eux !**

En 2025, 300.000 emplois sont menacés, dont 200.000 dans l'Industrie !



Société Générale	2,5 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	4 050 Licenciements en 2024
Airbus	3,791 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	450 Licenciements en 2024
Arcelor Mittal	10 Milliards d'€ de bénéfices en 2022	140 Licenciements en 2024
Michelin	3,6 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	1 200 Licenciements en 2024
Exxon Mobil (Esso)	9,6 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	677 Licenciements en 2024
Stellantis (Peugeot Nissan)	18,6 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	230 Licenciements en 2024 + 600 ?
Bosch	4,5 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	153 Licenciements en 2024
Orange Bank	2,5 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	650 Licenciements en 2024
Air Liquide	3 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	974 Licenciements en 2024
ST Microelectronic	2,5 Milliards d'€ de bénéfices en 2023	Envisage 2.000 à 3.000 suppressions de postes.
Bayer	4,15 Milliards d'€ de bénéfices en 2022	400 Licenciements en 2024

Mais si les corbeaux, les vautours, un de ces matins disparaissent... le soleil brillera toujours !

L'Université de Reims à terre ! Le coupable ? Le gouvernement !

Coup de tonnerre dans le monde universitaire ! Le budget du gouvernement Barnier coupait abondamment dans les dépenses des services publics. Celui de Bayrou est dans la même lignée ! **L'éducation est particulièrement touchée : alors que 4000 postes d'enseignants vont être supprimés quand les écoles manquent déjà cruellement de professeurs, les universités se retrouvent également dans le rouge.**

L'État prévoit en effet de réduire drastiquement le budget qu'il alloue aux facultés et aux universités. L'université de Reims Champagne Ardennes, à Croix-Rouge se retrouve ainsi avec un **trou de six millions d'euros dans son budget**. Le président de l'université a déjà annoncé une baisse des moyens dans les laboratoires de recherche, le non-remplacements de chercheurs et d'enseignants quittant l'établissement, et la possible fermeture des formations comptant le moins d'inscrits. Comme d'habitude, les économies se feront sur le dos des étudiants et du personnel enseignant !

Moins d'argent pour l'université publique : mais pour l'enseignement privée, la caisse est grande ouverte ! En 2022, **l'Etat a ainsi donné 8,5 milliards d'euros aux établissements privés, soit 75% de leur budget !**

Notre bon maire, Arnaud Robinet, est lui resté silencieux sur la question. Lui qui cherche tant à améliorer l'attractivité de la ville ne devrait-il pas se soucier de l'avenir d'une université accueillant 34 000 étudiants ? A moins que ce silence ne vaille consentement : nous n'oublions pas que monsieur Robinet est membre du parti Horizons d'Édouard Philippe, qui soutient monsieur Barnier et sa politique budgétaire avec un zèle tout particulier.

Nul doute que les mêmes qui auront soutenus cette politique gouvernementale viendront ensuite pleurer sur la « baisse du niveau scolaire ». Ces hypocrites sont des pompiers pyromanes : **ils détruisent tout puis viennent pleurer sur les ruines !**

Cédric C.



Moi aussi, je veux...

**Aider
le PCF**

Je fais un don sur
souscription.pcf.fr

**Adhérer
au PCF**

Je remplis la fiche sur
pcf.fr/adherer

**Militer
au PCF**

J'écris à
pcfreims51@outlook.fr
ou à
fede@pcf-marne.fr

Militer avec nous c'est aussi...

- Participer à notre repas mensuel
- Assister à des diffusions de films
- Distribuer des journaux dans ton quartier
- Soutenir les travailleurs en grève
- Coller des affiches
- Organiser des actions solidaires
- Participer à des activités pratiques et culturelles
- Rêver un monde nouveau et le préparer

On a des projets pour vous, il ne manque que vous...

